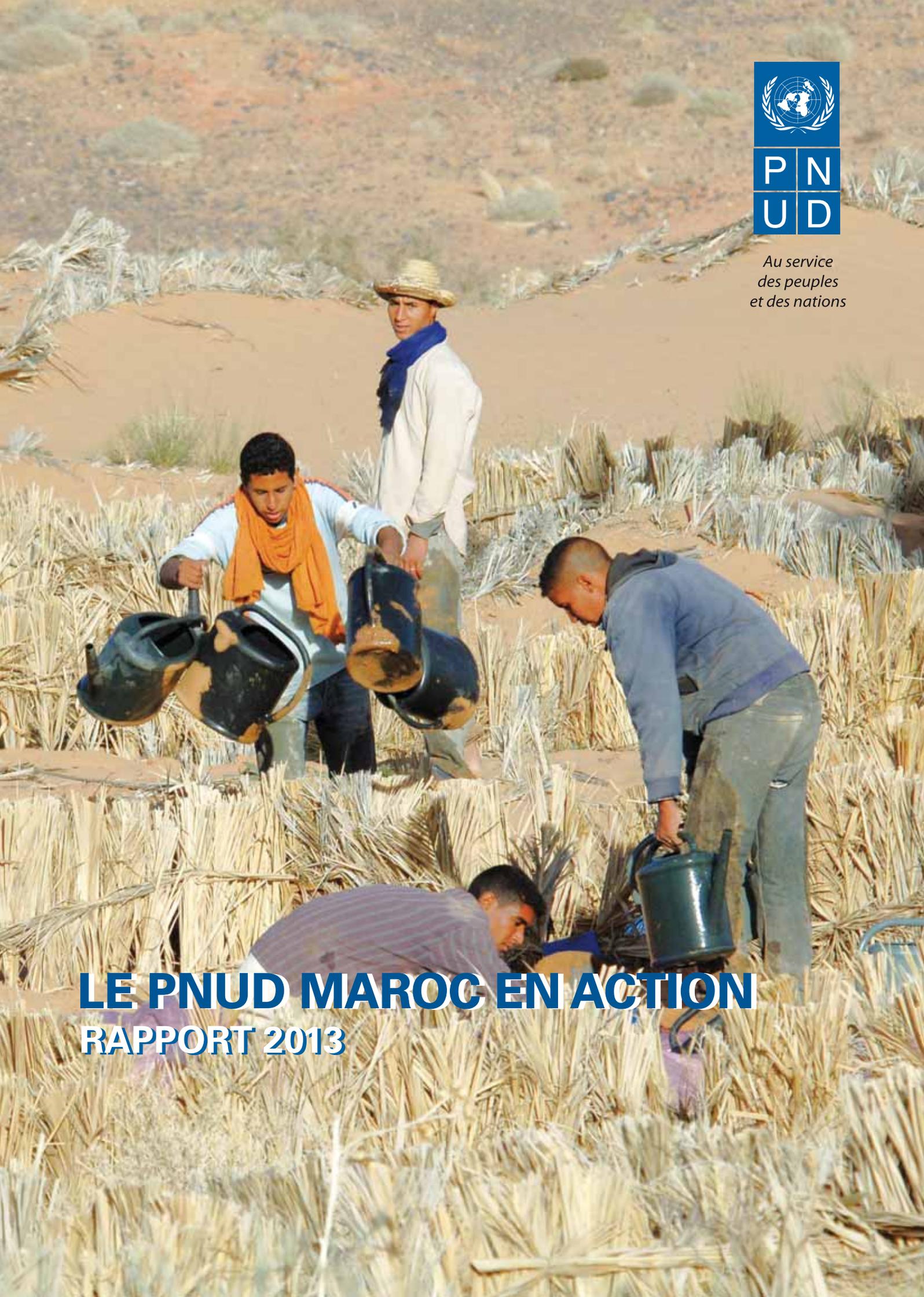




P N
U D

*Au service
des peuples
et des nations*

A photograph of four men in a desert landscape, likely Morocco, engaged in agricultural work. They are using large black plastic jerrycans to water rows of young, spiky plants. The ground is sandy and the background shows rolling sand dunes under a clear sky. One man in the foreground is bent over, watering a plant. Another man stands in the middle ground, holding a jerrycan. A third man is in the background, and a fourth is partially visible in the lower right. The overall scene depicts manual irrigation in an arid environment.

LE PNUD MAROC EN ACTION

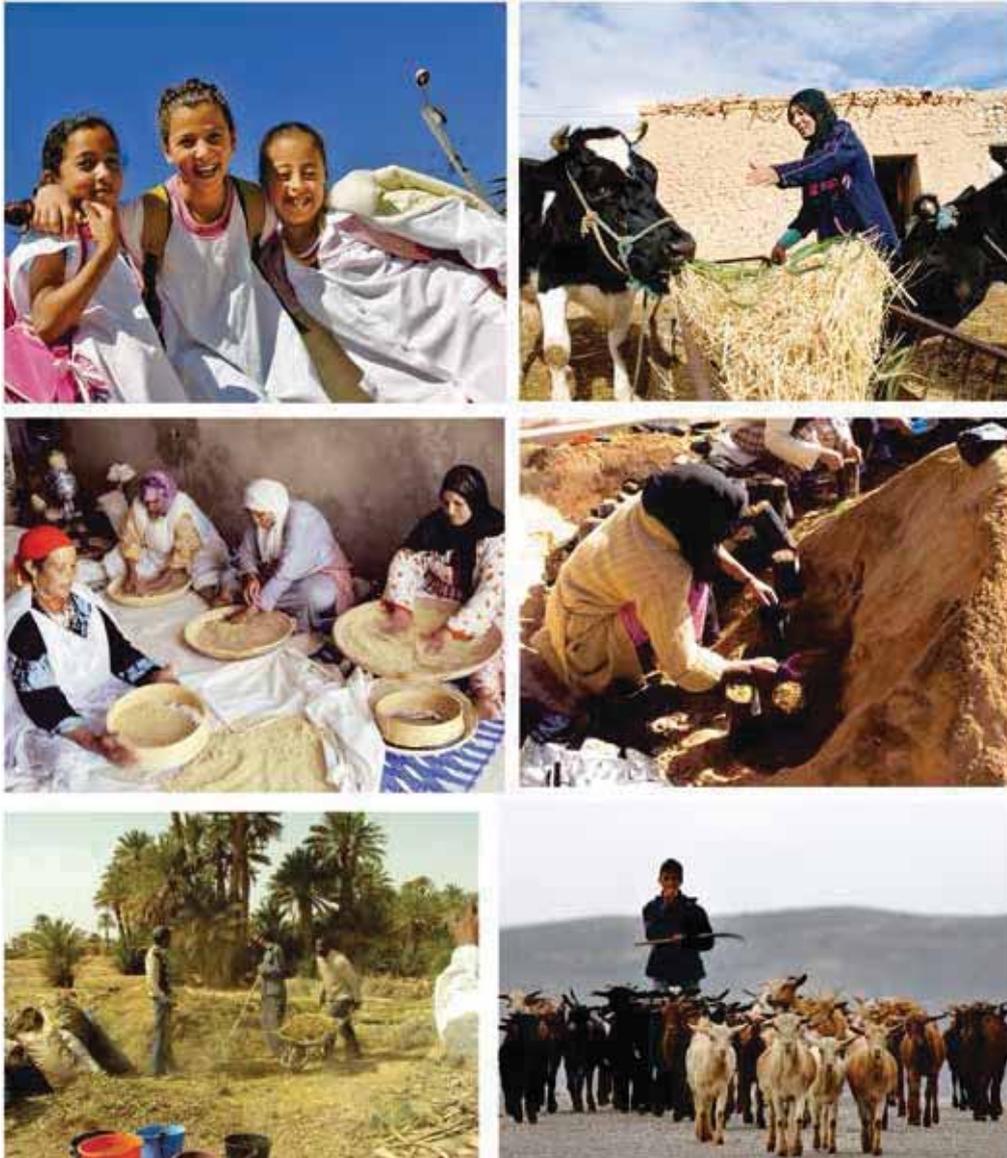
RAPPORT 2013



*Au service
des peuples
et des nations*

LE PNUD MAROC EN ACTION

RAPPORT 2013



Crédit Photos : PNUD et Saad TAZI (Consultant)

TABLE DES MATIÈRES

5	Le PNUD Un mandat universel au service des peuples et des nations
7	AVANT-PROPOS Fidèle à ses engagements
	LE PNUD MAROC EN ACTION
11	Des modes de développement durable
17	Pour une gouvernance démocratique inclusive et efficace
21	Renforcement de la résilience
23	PARTENARIAT, COORDINATION ET COOPÉRATION SUD-SUD
27	REPORTAGE Zoom sur le tafilalet

-  Des modes de développement durable
-  Une gouvernance démocratique inclusive et efficace
-  Renforcement de la résilience

LE PNUD

● ● ● UN MANDAT UNIVERSEL AU SERVICE DES PEUPLES ET DES NATIONS

Alors que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sous sa forme actuelle n'existe formellement que depuis 1966, ses origines remontent aux années 50 avec la création par l'Assemblée générale des Nations unies du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial des Nations unies, installé au Maroc en 1958. La similitude de leurs objectifs et de leur philosophie a abouti à la fusion de ces deux entités pour former le PNUD.

Le PNUD œuvre sur le terrain et à tous les niveaux de la société pour construire des partenariats au service de nations résilientes, à mêmes de mener à bien une croissance durable qui améliore la qualité de vie de chacun et chacune.

Le PNUD poursuit une double mission. En mobilisant son expertise internationale propre, il propose aux gouvernements et à la société civile des analyses et des solutions adaptées aux défis de développement de chaque pays. En mobilisant partenaires nationaux et internationaux, il joue un rôle de rassembleur et de coordinateur autour d'un même programme : la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Présent dans 177 pays et territoires, le PNUD offre une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.



Champs agricoles - Tétouan



AVANT-PROPOS

● ● ● FIDÈLE À SES ENGAGEMENTS



"L'action du PNUD s'articule désormais autour d'une vision unificatrice axée sur l'éradication de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion et recentrée sur sept résultats"

A l'échelle du Maroc, 2013 a été marquée par des chantiers de développement et un calendrier d'événements marquants, dont la formation d'un nouveau gouvernement de coalition qui compte six ministres/ministres déléguées femmes, contre une auparavant. Des changements significatifs ont concerné les politiques liées à la migration (réfugiés et des demandeurs d'asile) : une opération de régularisation d'étrangers en situation administrative irrégulière répondant à des critères d'éligibilité précis a été lancée, alors que les réfugiés précédemment reconnus par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, ont participé à une procédure de confirmation de statut et les premières cartes de réfugié ont été distribuées. Le pays a aussi accueilli plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations Unies (torture, traite, détention arbitraire). Ces progrès ont été reconnus par la communauté internationale : le Maroc s'est vu élire au Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Conseil national des droits de l'homme a été élu à la présidence du Réseau arabe des institutions nationales des droits de l'homme.

Par ailleurs, le Ministère de la Justice et des libertés a présenté la Charte de la réforme de la justice avec un diagnostic global du système judiciaire et des orientations substantielles. Des textes concernant le statut de la magistrature, conseil supérieur du pouvoir judiciaire, une réorganisation de l'expertise judiciaire, réforme de la loi sur la profession d'avocats sont attendus.

En matière de genre, la société civile et le Parlement se sont mobilisés pour réformer l'article 475 du code pénal qui permettait à un homme coupable de viol sur mineure de ne pas être poursuivi judiciairement s'il épouse sa victime. La suppression de l'alinéa a été votée à l'unanimité par la commission de la Justice, des droits de l'homme et de la législation à la Chambre des représentants puis approuvée par le Parlement.

Cependant, des préoccupations persistent quant à la pauvreté, l'analphabétisme et le chômage (9%), surtout chez les jeunes et les diplômés. D'importantes disparités et inégalités subsistent, notamment entre les zones urbaines et les zones rurales. Le milieu rural, qui abrite plus de 42% de la population marocaine, regroupe 67,5% des pauvres et 58,8% des vulnérables. Selon le Haut commissariat au plan, la pauvreté multidimensionnelle est d'un niveau 2,5 fois plus élevé dans les campagnes (18,3%) que dans les villes (7,4%) ; la mortalité maternelle y est double (73 décès sur 100.000 naissances en milieu urbain contre 148 en milieu rural).

Le Gouvernement a donné la priorité aux dépenses sociales, à l'élimination des bidonvilles, aux infrastructures rurales, à l'éducation (une hausse de budget de 8,5% pour 2014), et à la santé (une hausse de budget de 4,41%). La part de la santé dans le PIB est de 6% et celle de l'éducation 5,4%. Il a également élaboré un plan d'action 2013-2015 pour accélérer l'atteinte des OMD n°4 (réduire la mortalité infantile) et n°5 (améliorer la santé maternelle) en ciblant neuf régions prioritaires.

A l'échelle globale, au sein du PNUD, l'année a été marquée par la préparation d'un nouveau plan stratégique pour la période 2014-2017, dans le cadre de l'examen quadriennal des activités opérationnelles de développement par le Conseil économique et social des Nations Unies. Le Plan stratégique présente plusieurs innovations importantes.

L'action du PNUD s'articule désormais autour d'une vision unificatrice axée sur l'éradication de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion et recentrée sur sept résultats (voir encadré ci-contre).

Le Plan stratégique répond aux évolutions d'un monde globalisé, telles que l'urbanisation croissante, l'accès aux services énergétiques modernes (en particulier les

énergies renouvelables), la gestion des ressources naturelles, la sécurité des citoyens, la protection sociale et des niveaux élevés de risque et de volatilité. La coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud sont reconnues explicitement comme étant au cœur de l'action du PNUD.

Ces évolutions impliquent une approche interdisciplinaire. Sur cette base, le PNUD se concentrera sur trois grands secteurs d'activité, qui contribueront, individuellement et

ensemble, à plusieurs des résultats attendus :

1. L'adoption de modes de développement durables ;
2. L'instauration et/ou le renforcement de systèmes de gouvernance démocratique inclusifs et efficaces ;
3. Le renforcement de la résilience.

En réponse à ces évolutions, le rapport d'activité 2013 du PNUD au Maroc présente les réalisations du bureau-pays selon cette nouvelle approche.

Bruno Pouezat
Représentant Résident du PNUD
au Maroc



*Le Représentant Résident du PNUD Maroc
en compagnie de Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies.*

RÉSULTATS ATTENDUS DU PLAN STRATÉGIQUE DU PNUD POUR LA PÉRIODE 2014-2017

1. La croissance et le développement sont inclusifs et durables, générant les capacités de production nécessaires pour créer des emplois et des moyens d'existence pour les pauvres et les exclus;
2. Il est répondu aux attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique;
3. Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base;
4. Des progrès plus rapides sont réalisés dans le sens de la réduction des inégalités entre les sexes et de l'autonomisation des femmes;
5. Les pays sont à même de réduire les risques de conflits et de catastrophes naturelles, notamment ceux liés aux changements climatiques;
6. Dans les périodes qui suivent un conflit ou une catastrophe naturelle, le redressement est rapide et le retour sur le chemin du développement durable se fait sans tarder;
7. Les débats et les actions concernant le développement à tous les niveaux accordent la priorité à la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion, conformément aux principes fondateurs de l'organisation.



Programme des Oasis du Tafilalet (POT)



LE PNUD EN ACTION

● ● ● DES MODES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le PNUD et ses partenaires au Maroc conçoivent et mettent en œuvre des trajectoires de développement qui permettent de répondre aux problèmes interdépendants de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion, tout en évitant l'épuisement irréversible du capital social et naturel et en diminuant les risques résultant de chocs externes. En 2013, le PNUD a soutenu des modes de développement durable à travers le renforcement de la convergence territoriale et l'intégration de l'approche multidimensionnelle de la pauvreté dans le développement des politiques publiques.

L'appui à l'élaboration de politiques concourant à une croissance durable et à la gestion des ressources naturelles; et le soutien à l'emploi et aux activités génératrices de revenus. L'intervention du PNUD dans les oasis marocaines au Sud, au Tafilalet et à l'Oriental, avec des partenaires tels que l'Agence du Sud, la Direction de l'Aménagement du territoire et l'Agence de l'Oriental, est l'exemple même de cette approche intégrée dont l'objectif est de créer les conditions d'un développement humain durable dans des zones marquées par

la pauvreté et par une grande vulnérabilité environnementale et socio-économique.

CONVERGENCE TERRITORIALE ET APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE DE LA PAUVRETÉ

En appui aux stratégies et politiques nationales visant l'atteinte des Objectifs du Millénaire (OMD) et la réduction de la pauvreté, ainsi que l'habilitation socio-économique des femmes et des jeunes, le PNUD appuie l'adoption d'une approche multidimensionnelle au Maroc. Cette approche est axée sur une multitude d'interventions ciblées, notamment à travers le plaidoyer, la mise en place d'une grille d'évaluation de la gouvernance locale et la convergence territoriale, le suivi basé sur la collecte des données aux niveaux national et régional tel que préconisé par le Haut commissariat au plan et l'ONDH, l'analyse des politiques publiques en matière de développement humain et la mobilisation des parties prenantes pour la réduction de la pauvreté par la mise en place de projets à caractère économique au niveau territorial.



Le PNUD appuie l'adoption d'une approche multidimensionnelle au Maroc

RÉPONSE COORDONNÉE POUR SUSCITER LE DÉBAT SUR LE DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre d'un travail conjoint avec d'autres Agences des Nations Unies, le PNUD est le chef de file dans la facilitation des débats et analyses sur le thème du développement. Il contribue à la collecte de données statistiques et à l'introduction de questions transversales telles que les droits de l'homme, le genre et la jeunesse, ainsi qu'à des ateliers de développement des capacités.

Le PNUD a apporté son appui à l'Observatoire national du développement humain (ONDH), au Haut commissariat au plan (HCP), à l'Initiative nationale de développement humain (INDH), et à des ONG et agences régionales de développement en collaboration avec ONU Femmes, UNICEF, le UNFPA, ONUSIDA, la CEA et l'OMS. Des partenariats innovants avec les universités ont également été renforcés.

CROISSANCE DURABLE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Des avancées réglementaires ont favorisé l'équilibre entre les dimensions environnementale, économique et sociale, avec pour objectifs l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion des activités économiques respectueuses de l'environnement.



Douar Bouatou

Le Conseil des Ministres a approuvé en 2013 la loi cadre portant sur la Charte Nationale de l'environnement pour un

développement durable (CNEDD), qui consacre l'intégration des principes de développement durable dans les stratégies sectorielles du Maroc. L'élaboration de la loi a été soutenue par le PNUD à travers un accompagnement au Ministère délégué auprès du Ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement chargé de l'environnement. La mise en œuvre de la politique environnementale et le soutien à la concrétisation des principes de la CNEDD restent l'un des enjeux prioritaires de l'appui du PNUD au Maroc.

Grâce au projet de Code d'efficacité énergétique dans le bâtiment, en partenariat avec l'Agence pour le Développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ADEREE), sur financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le gouvernement a également approuvé en 2013 le projet de décret concernant les règles de performance énergétique des constructions, qui contribuera à l'avenir à créer des économies d'énergie considérables et à atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement a également approuvé par la loi N°13-12 le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. En collaboration avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le PNUD développe un projet sur financement du FEM pour accompagner le Maroc dans la mise en œuvre de ce protocole.

En appui au développement de politiques publiques, le PNUD a contribué au développement des capacités par des formations et encadrements en faveur des partenaires. En matière de gestion durable des forêts et en collaboration avec le Haut commissariat aux eaux et forêts, 30 cadres de cette institution et 75 coopératives et groupes communautaires ont bénéficié de formations sur les plans de conservation des forêts. 30 entités ont été formées dans le cadre du Programme de gestion sécurisée et d'élimination des polychlorobiphényles PCB mené avec le Ministère délégué chargé de l'Environnement en matière de gestion des polluants organiques et persistants.

Dans le cadre du Projet d'intégration de l'environnement global dans la planification et la gestion locale (financé par le FEM, le

Ministère délégué chargé de l'Environnement et le PNUD), 200 cadres ont été formés et sensibilisés aux enjeux environnementaux portant sur les 3 Conventions de Rio (biodiversité, désertification, changement climatique) et sur la contribution du niveau local dans leur mise en œuvre. La mise en place d'une plateforme réunissant les services techniques, observatoires régionaux de l'environnement et du développement durable et les communes, régions, directions des collectivités locales, baptisée «Groupe de travail sur les enjeux environnementaux transversaux», dans les trois régions d'intervention (Souss Mass Draa, Tanger Tétouan et Tadla Azilal) contribue à assurer le portage du processus d'intégration de l'environnement dans la planification locale.

En 2013, le projet a concentré ses efforts sur le développement d'une démarche et d'un recueil d'outils pour faciliter la prise en compte de l'environnement dans la planification locale et l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités pour l'intégration des priorités de l'environnement mondial.

A travers le projet de Code d'efficacité énergétique dans le bâtiment avec l'ADEREE, une vingtaine de cadres, d'ingénieurs, d'enseignants et d'architectes de la commune d'Agadir et des représentants de 15 agences urbaines ont été sensibilisés sur la nouvelle réglementation thermique en matière d'efficacité énergétique dans le bâtiment, ainsi que 30 étudiants et doctorants issus de 13 universités marocaines et une vingtaine de professionnels du bâtiment et d'universitaires. Des équipes de l'ADEREE, du Ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement (MEMEE), du Ministère de l'Habitat, du Ministère de l'Intérieur et de la Caisse de développement et de gestion (CDG) ont bénéficié de formations sur la gestion de l'énergie et l'application des normes internationales ISO 50001. 9 hôtels ainsi que les sièges de l'ADEREE à Marrakech, du MEMEE, du HCP, de la CDG, et le Technoparc de Rabat ont fait l'objet d'audits énergétiques, qui vont permettre d'identifier, d'intégrer et d'adopter des mesures d'efficacité énergétique dans les constructions. Ces opérations pilotes ont permis de favoriser l'adoption de la réglementation par les promoteurs immobiliers et par les corps de métiers du bâtiment.

Le PNUD a également soutenu l'intégration de l'environnement dans la planification locale. Dans le cadre du Programme des Oasis du Sud, 16 conseils communaux dans la Province de Guelmim et 14 dans la Province de Tata ont validé cette année l'élaboration de leurs plans communaux de développement. Plusieurs actions pilotes en matière de préservation de l'environnement ont été réalisées dans différents secteurs, y compris dans l'agriculture durable, la valorisation de filières traditionnelles telles que le cactus et les dattes, l'écotourisme et l'utilisation d'énergies renouvelables.

Actions de rationalisation de l'utilisation de l'eau :

618 agriculteurs formés

847 bénéficiaires

585 hectares irrigués

Par exemple, des actions de rationalisation de l'utilisation de l'eau ont été entamées dans le cadre du Programme des oasis de Tafilalet. 2,5 kilomètres linéaires de seguias et khetaras (des systèmes d'irrigation traditionnels) ont été aménagés et 3,5 hectares de terrains agricoles dans les oasis ont adopté des modèles économes en eau tels que le goutte à goutte. 618 agriculteurs ont été formés pour permettre l'introduction de 15 plantes aromatiques et médicinales sur une superficie estimée à 26,5 hectares et 4 points d'eaux pollués ont été corrigés par l'aménagement des sources. Au courant de cette année au Tafilalet, 847 personnes ont bénéficié de l'introduction du pompage solaire, grâce à l'installation de panneaux solaires d'une puissance de 80 kilowatt-crête (kWc), qui ont permis d'irriguer 585 hectares. Des projets similaires ont aussi été implantés dans les oasis à Igiwaz et à Tiglit, au sud du Maroc.

EMPLOI ET ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Le PNUD appuie la réduction du chômage des femmes et des jeunes à travers de nouvelles initiatives génératrices d'emplois,



Le PNUD appuie des initiatives génératrices de revenus

notamment dans l'économie verte et à travers des grappes de projets dans les zones d'intervention les plus vulnérables.

Grâce à un financement du Gouvernement du Japon à travers le projet YES Green, le Ministère délégué chargé de l'Environnement et le PNUD ont appuyé l'emploi des jeunes dans les métiers verts en élaborant un programme de renforcement des capacités en partenariat avec l'Institut international de l'eau et de l'assainissement (ONEE) (pour le volet sur la gestion des déchets et le traitement des eaux usées), le Centre des sciences et techniques d'électricité (en matière d'efficacité énergétique) et l'Institut supérieur international de tourisme (pour les aspects traitant de l'écotourisme). 179 jeunes diplômés issus des régions de Tanger-Tétouan et de l'Oriental ont été formés aux aspects techniques liés aux métiers verts. Ce projet a également contribué à la prise de conscience des pouvoirs locaux, notamment des élus, quant à la valeur ajoutée des métiers verts dans la gestion des villes pour l'entretien des espaces verts, l'utilisation des énergies renouvelables et la création d'entreprises locales de gestion de déchets.

Dans les oasis du Sud, 8 filières ont été valorisées (cactus, dattes, céréales, miel,

produits camelins, henné, câpres, huile d'olive) et la culture du figuier, du grenadier et du palmier dattier a été promue. Ces actions permettent de combiner la préservation de la biodiversité avec la création d'activités génératrices de revenus. L'approche de valorisation est fondée sur la prise en compte des facteurs de vulnérabilité du territoire oasien et sur la codification du savoir-faire local en tant qu'atout culturel et socio-économique des habitants. De même, dans la région de l'Oriental par le programme DELIO, l'Agence de l'Oriental et le PNUD ont soutenu la création d'emplois dans la filière des dattes en appuyant une coopérative de femmes et en contribuant à la création d'un centre de formation pour les jeunes de la région. La commune rurale de Zegzel s'est également associée au PNUD pour appuyer la promotion du tourisme local à travers l'aménagement de sites naturels (accès à la Grotte du chameau). En matière d'écotourisme, le «circuit touristique du Mejhoul» des oasis de Tafilalet a continué à faire l'objet d'un appui visant à le structurer et à le commercialiser. Le circuit, accessible à travers le site¹ web du projet oasis de Tafilalet, compte désormais 120 bénéficiaires directs.

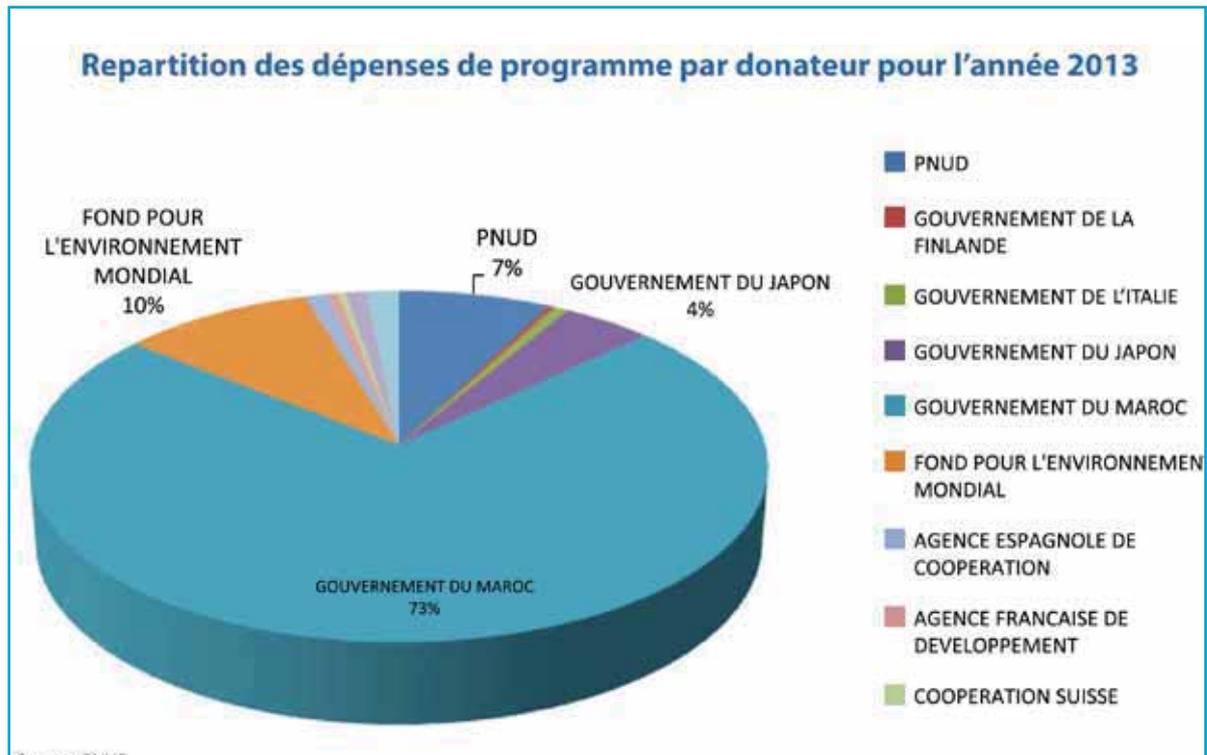
1 <http://www.routedumajhoul.com/>



Les pompes solaires, installées dans le cadre du Programme des Oasis du Tafilalet, permettent aux coopératives agricoles de réaliser des économies sur la facture d'électricité et de rationaliser l'utilisation de l'eau.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le Ministère du Tourisme et le PNUD ont revu et mis à niveau les grilles de classement des établissements d'hébergement touristique (EHT). Les nouvelles grilles reflètent le développement au Maroc et l'amélioration des conditions de vie des citoyens (par exemple, les normes de durabilité, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, de valorisation

du patrimoine, etc.). De même, les auditeurs du Ministère du Tourisme maîtrisent mieux les standards internationaux de classement des EHT et ont été sensibilisés aux nouvelles normes. Ils ont amélioré leurs compétences en termes d'évaluation et seront en mesure d'assurer le respect par les EHT des critères liés non seulement à la qualité, mais également à la durabilité et à l'accessibilité.



Les actions du PNUD permettent de combiner la préservation de la biodiversité avec la création d'activités génératrices de revenus.



وَأَنْتُمْ عَلَىٰ حَيْثُ مَسَدٍ

أَخْتَرْتُمُ الْمَلِكَ

أَسْلَىٰ

● ● ● POUR UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE INCLUSIVE ET EFFICACE

L'action du PNUD au Maroc s'inscrit dans le cadre de plusieurs grandes réformes constitutionnelles en cours: la réforme de la loi organique des finances marquant le passage d'une logique de moyen à une logique de résultats; la réforme de la justice; la conduite d'une nouvelle politique migratoire; le chantier de la régionalisation avancée.

Le PNUD appuie ses partenaires institutionnels et la société civile pour qu'ils s'approprient les principes de la gouvernance démocratique sensible au genre, ainsi que les questions liées à la jeunesse, au VIH et aux populations vulnérables, pour la mise en œuvre d'un développement humain, intégré, équitable et durable.

GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

Au niveau national, les travaux du PNUD ont permis de mieux outiller plusieurs institutions publiques et le Parlement pour intégrer et mettre en œuvre des principes de gouvernance démocratique inclusifs relatifs aux réformes constitutionnelles.

Ces travaux ont concerné les droits humains grâce à un appui technique et à la mobilisation d'expertise sur l'expérience internationale en matière de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel (EPU). La Délégation Interministérielle aux droits de l'homme (DIDH), en partenariat entre l'OIM, le Haut Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, l'UNFPA, le UNHCR, l'UNICEF, ONU Femmes et le PNUD (en tant qu'agence chef de file) est désormais mieux à même de positionner le Maroc à travers l'élaboration du rapport EPU. Le personnel de la DIDH a bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de planification stratégique

en perspective de la soumission du rapport à mi-parcours du Maroc en mai 2014.

Par ailleurs, 30 plateformes de concertation ont été créées par le Ministère des Affaires générales et de la gouvernance pour favoriser la convergence des politiques sectorielles et l'élaboration d'un projet de «Charte de la convergence des politiques sectorielles» dans le cadre du partenariat avec le PNUD, UNICEF et ONU Femmes.

Au niveau de l'administration de l'Etat civil, la formation de 116 formateurs a contribué à mettre à jour les compétences des agents sélectionnés dans le cadre du programme national de modernisation de l'Etat civil en vue de la mise en œuvre de nouvelles procédures telles que la numérisation et la refonte du cadre juridique. Les formateurs ont été sensibilisés pour conduire les



La conférence régionale du lancement du rapport parlementaire mondial en présence de Rebecca Grynspan, Administratrice Associée du PNUD

changements ciblés par le chantier de modernisation de l'Etat civil à travers des formations en ingénierie de la pédagogie, modernisation de l'Etat, accueil du public, éthique et valeurs du service public. Les 116 formateurs relayeront la formation auprès de 12 000 agents d'Etat civil dans toutes les provinces du Royaume.

Au niveau local, le PNUD a appuyé près de 200 collectivités territoriales cette année. Celles-ci maîtrisent désormais mieux les outils de planification locale, s'alignent davantage avec les dispositifs de la charte communale, consultent et travaillent plus régulièrement avec les partenaires de la société civile et de la coopération décentralisée.

Désormais, ces communes s'intéressent également aux questions spécifiques telles que la réalisation des droits des jeunes, des femmes, la migration, le VIH et le développement durable pour mieux répondre aux besoins des populations locales. Elles utilisent davantage la gestion axée sur les résultats et s'appuient plus sur les systèmes d'information communaux pour affiner les analyses et le suivi des plans communaux de développement. Enfin, elles sont plus sensibilisées aux enjeux de la régionalisation avancée et s'impliquent davantage dans des réseaux de développement local.

Au total, à travers le renforcement des capacités, les échanges et les forums, ce sont près de 300 bénéficiaires, répartis entre élus, techniciens et administrateurs, qui sont dorénavant en mesure de travailler en étroite collaboration avec les ONG et de s'approprier les instruments de planification locale.



Grâce à l'appui du PNUD, près de 200 collectivités locales maîtrisent désormais les outils de planification locale

Dans le cadre du Projet d'intégration de l'environnement global dans la planification et la gestion locale, le

PNUD a aussi appuyé la mise en place de plateformes d'échanges entre acteurs locaux dans les régions de Souss Mass Draa, de Tanger Tétouan et de Tadla Azilal visant à favoriser l'intégration de l'environnement dans la planification locale.

Au niveau de la province de Khouribga, conjointement avec 5 Agences des Nations Unies (ONU FEMMES, FAO, UNICEF, OIM, UNESCO), le PNUD en tant que chef de file a enclenché un processus participatif inclusif permettant aux différents acteurs locaux institutionnels et associatifs (100 élus, 63 associations et 32 femmes élues locales) de discuter des problématiques de développement de leur territoire et de construire ensemble une vision d'un développement durable et inclusif.

RÉGIONALISATION AVANCÉE

En appui à la décentralisation dans le cadre du chantier sur la régionalisation avancée, le PNUD a contribué en 2013 à l'accompagnement de collectivités locales au niveau de 6 régions (Tanger Tétouan, Oriental, Guelmim Assa, Meknès Tafilalet, Fès-Boulemane, Tadla-Azilal). Trente-huit communes sur 60 se sont engagées dans un processus de planification stratégique locale dans la Région de Guelmim et 120 sur un total de 1503 collectivités locales ont bénéficié de renforcement de capacités en planification locale, coopération décentralisée, gestion axée sur les résultats et la communication. Ces communes sont désormais à jour avec l'article 36 de la Charte communale et peuvent mettre en œuvre des Plans communaux de développement en intégrant les transversalités relatives au genre, l'environnement, la gestion des risques et l'économie locale.

Ces résultats ont permis au PNUD de lancer une nouvelle initiative d'appui à la gouvernance locale (AGORA) avec la Direction générale des collectivités locales du Ministère de l'Intérieur qui vise la préparation des ressources humaines de cinq régions pilotes. Le PNUD est ainsi un des premiers

acteurs de la coopération à avoir initié un projet abordant la régionalisation avancée.

L'appui du PNUD au réseautage des collectivités territoriales en termes de création et de renforcement des capacités a ouvert des espaces de dialogue et de synergie inter-communes et une interface avec la coopération internationale décentralisée comme instrument de plaidoyer à travers le réseau des femmes élues oasiennes, le réseau des villes stratégiques et le réseau des médinas.

L'INTÉGRATION DU GENRE ET LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

Le PNUD s'est engagé à intégrer systématiquement le genre dans ses programmes ainsi que dans l'ensemble des politiques, stratégies et études appuyées, y compris à l'échelon local. Dès le stade de leur conception, l'ensemble des activités du PNUD au Maroc intègrent à des degrés variables l'aspect genre, notamment par le biais d'indicateurs de mesure d'impact sensibles à cette dimension.

Le PNUD a accompagné 38 communes rurales dans la mise en place des Commissions de parité et d'égalité des chances, en cohérence avec l'article 14 de la Charte communale, assurant ainsi une représentativité effective des femmes rurales: 110 élus, fonctionnaires et ONG membres des CPEC ont été formés à l'approche genre et à l'utilisation d'outils de diagnostic genre. Il a soutenu le Conseil régional pour doter les

Commissions d'un règlement interne; pour créer des cellules techniques et mettre en œuvre un programme de formation à leur intention; pour élaborer des diagnostics et des plans d'action pour l'égalité des chances. Ces efforts permettront aux Commissions de disposer d'une véritable force de proposition auprès des conseils élus en matière de genre et de lutte contre les discriminations; ils visent à assurer une représentativité effective des femmes rurales.

Un projet particulièrement innovant traitant de l'impact des changements climatiques sur la femme dans les oasis de Tafilalet a été lancé cette année conjointement avec ONU Femmes. Quatre communes ciblées par ce projet ont bénéficié d'un accompagnement pour la mise en place d'une planification et d'un système d'information communal intégrant le genre, enrichis par des indicateurs de vulnérabilité et de réduction des risques et des désastres climatiques. Vingt personnes (secrétaires généraux, techniciens, enquêteurs) ont été formées au niveau de ces 4 communes pour l'opérationnalisation du système.

Le PNUD a sensibilisé et accompagné une région pilote, Tanger-Tétouan, dans l'intégration du VIH/Sida dans les documents de planification stratégique. Pour la première fois au Maroc, des collectivités locales ont été sensibilisées sur ce sujet et ont affirmé leur engagement politique et financier à intégrer cet aspect dans la planification.



Le PNUD a accompagné 38 communes rurales dans la mise en place des Commissions de parité et d'égalité des chances.



● ● ● RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

La résilience est la capacité des individus, des ménages, des communautés et de la société toute entière à faire face à des chocs externes, tels que les catastrophes naturelles ou bien des accidents d'origine humaine. La gestion de ces risques, susceptibles de perturber les progrès du développement, permet d'en minimiser l'impact et de maximiser le potentiel de transformation. Le renforcement de la capacité de gestion des risques est donc pertinent à tous les niveaux. L'intervention du PNUD au Maroc en 2013 a concerné le travail avec les communautés pour favoriser l'adaptation au changement climatique ainsi que des interventions auprès d'acteurs industriels pour minimiser les risques sur la santé et les écosystèmes de certains types de pollution.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES

Au Maroc, l'extrême vulnérabilité des systèmes productifs oasiens aux impacts du changement climatique et de la désertification rend plus que jamais nécessaire la gestion des risques climatiques, qu'il s'agisse des impacts du réchauffement climatique ou bien de la variabilité du climat et de son incidence en termes de fréquence et d'intensité des événements météorologiques extrêmes (sécheresse et inondations).

Dans le cadre du Projet Adaptation au changement climatique pour des oasis résilientes, clôturé courant 2013, le PNUD a favorisé l'introduction d'approches innovantes d'adaptation et le renforcement des capacités locales selon une approche territoriale. L'étude sur la vulnérabilité des oasis du Maroc et l'élaboration de scénarios climatiques futurs ont constitué le moteur principal de ce projet et ont permis, d'une part, de dégager des pistes d'actions pouvant être intégrées dans les documents de la planification territoriale, et d'autre part, de mener des actions concrètes en termes d'aménagement d'infrastructures (construction de réservoirs et équipement de points d'eau pour la lutte contre les incendies, aménagements contre les inondations, etc).



Le renforcement des capacités des acteurs locaux et l'intégration de la dimension climatique dans les planifications locales a concerné l'actualisation de quatre plans de développement communaux dans les communes de Fezna (Province Errachidia), Khemis Dades (Province de Tinghir), Irigh N'Tahal (Province de Tiznit), et Tata (Province de Tata) ainsi que la mise en place d'outils de planification et de gestion intégrée et adaptative au changement climatique des ressources en eau dans six oasis du Bas Drâa et de Guelmin (Akka, Tata, Foum Zguid, Ifrane Atlas sghir, Taghjijt et Foum El Hisn).

L'action du PNUD a permis le renforcement du dispositif national de mesure et d'observation, via l'acquisition et l'installation de dix stations météo dans les oasis en partenariat avec la Direction de la Météorologie nationale, couplé à des propositions d'amélioration du système d'alerte précoce dans les oasis en lien avec tous les acteurs concernés.

GESTION DES RISQUES LIÉS AUX POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Dans le cadre du Programme de gestion sécurisée et d'élimination des polychlorobiphényles (PCB), le PNUD appuie la Direction de la Surveillance et de la prévention des risques du Ministère délégué chargé de l'Environnement à mettre en place des mesures réglementaires visant à réduire les risques liés aux appareils contenant ou contaminés par ces polluants. Le programme PCB a fortement contribué à l'amélioration de la connaissance de la problématique des

polluants organiques persistants (POP) en général et des PCB en particulier, notamment aux niveaux régional et provincial (tissu associatif, secteur de l'enseignement et de la recherche scientifique), et donc à la réduction du risque d'élimination non écologique des appareils contenant des PCB.

Les principaux détenteurs d'appareils et déchets de PCB identifiés au niveau national et les sociétés de service et de maintenance opérant dans le domaine de la gestion des PCB ont bénéficié d'une formation technique, assurée par un expert international spécialisé, sur les procédures, les directives et les bonnes pratiques de manipulation et de gestion sécurisée des appareils à PCB et d'une assistance technique pour la préparation de leurs plans de gestion des PCB. Grâce à cette formation, 27 détenteurs ont élaborés leurs procédures et plans internes de gestion sécurisée des PCB.

Les institutions publiques chargées du contrôle (inspecteurs de l'environnement, douanes, laboratoires) ont été formées sur les procédures de détection des PCB et de contrôle au niveau des frontières pour l'identification de nouvelles sources de

PCB. Ces institutions intègrent désormais systématiquement l'identification des PCB dans leurs contrôles de routine. Trois cent trente étudiants et enseignants ont été formés grâce à l'intégration de modules de formation sur la gestion des POP/PCB dans les curricula de l'enseignement supérieur.

996 appareils remplacés
ou éliminés écologiquement
soit **595** tonnes dans **61** sites

Le programme PCB a mené, avec la participation des détenteurs de PCB, une importante opération nationale d'élimination des appareils et déchets de PCB pur qui a conduit au remplacement et à l'élimination écologiquement rationnelle de 996 appareils à PCB d'un poids total de 595 tonnes sur 61 sites concernés. En évacuant ces appareils, le programme PCB a réduit considérablement le risque de contamination. La réussite de cette opération d'élimination a encouragé de nouveaux détenteurs à remplacer leurs appareils à PCB par de nouveaux équipements exempts de PCB afin de bénéficier de l'appui du programme.



Le renforcement des capacités des acteurs locaux et l'intégration de la dimension climatique dans les planifications locales a concerné l'actualisation de quatre plans de développement communaux



PARTENARIAT, COORDINATION ET COOPÉRATION SUD-SUD

COOPÉRATION SUD-SUD

La coopération Sud-Sud est une volonté politique du Maroc, inscrite au préambule de la Constitution adoptée le 2 juillet 2011 qui affirme l'engagement du Royaume à « consolider les relations de coopération et de solidarité avec les peuples et les pays d'Afrique, notamment les pays subsahariens et du Sahel » et à « renforcer la coopération Sud-Sud ».

Fort d'une expertise de pointe et d'une présence stratégique dans plusieurs secteurs économiques, le Maroc est particulièrement bien positionné pour jouer un rôle leader dans la région et au-delà. Le PNUD a apporté un appui à travers une étude de diagnostic des forces, faiblesses, opportunités et défis auxquels fait face le pays pour développer une stratégie, un cadre institutionnel, des moyens et des structures de coordination.

Le PNUD a aussi soutenu le partage d'expérience Sud-Sud en apportant un soutien ou une participation dans le cadre de plusieurs forums :

- Présentation des bonnes pratiques développées en matière de gouvernance locale au Maroc dans le cadre de la Conférence sur la coopération Sud-Sud organisée à Tunis en décembre 2013 ;
- Echanges entre 14 Parlements du monde arabe sur les relations entre les citoyens arabes et les Parlements ;
- Présentation de l'expérience de la ville d'Oyem (Gabon) en matière de préservation et de valorisation du patrimoine local dans le cadre du « 2ème Forum des Médinas Fortifiées » organisé à Tétouan en mars 2013 (une convention de partenariat a été signée entre la ville d'Oyem et le Réseau méditerranéen à cette occasion) ;
- Mise en relation des collectivités locales partenaires du Programme ART GOLD (Région de Tanger Tétouan, Région de l'Oriental) avec des institutions et collectivités du Sud : Gabon, Tunisie, Comores, en particulier dans le cadre du Sommet des cités et gouvernements locaux unis organisé à Rabat en octobre 2013.

L'appui du PNUD au réseautage des collectivités territoriales en termes de création et de renforcement des capacités a ouvert des espaces de dialogue et de synergie inter-communes et une interface avec la



Le PNUD a soutenu le partage d'expérience Sud-Sud en apportant un soutien ou une participation dans le cadre de plusieurs forums

coopération internationale décentralisée comme instrument de plaidoyer à travers le réseau des femmes élues oasiennes, le réseau des villes stratégiques et le réseau des médinas.

La participation d'une délégation marocaine (représentants d'ONGs, universitaires et élus) au Sommet mondial des élus locaux et régionaux en octobre 2013 a permis des échanges productifs et des programmations d'activités avec les pays voisins ainsi que la formulation de recommandations quant à l'activation de la coopération Sud-Sud dans la région MENA à l'instar du processus mené avec le Gabon, le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc dans le cadre d'ART GOLD.

COORDINATION ET APPUI AUX AGENCES DES NATIONS UNIES AU MAROC

Les consultations des Nations Unies sur l'agenda de développement post 2015, pilotées par le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Maroc et facilitées par le PNUD, ont permis, à travers 30 consultations et 120 heures de conversation, à plus de 800 participants d'exprimer leurs aspirations concernant le monde de demain. C'est la première fois que ce nouveau type de dialogue social restreint est organisé au Maroc. Il a permis de donner la parole à

des groupes marginalisés, souvent écartés du dialogue global, sur «l'avenir que nous voulons» et d'impliquer différents groupes, qu'il s'agisse d'institutions gouvernementales, des missions diplomatiques, de la coopération bilatérale et multilatérale, des ONG, du secteur privé, de représentants des médias et de groupes vulnérables, de parlementaires et femmes élues. Le résultat des consultations a été publié dans le cadre du rapport du Secrétaire général des Nations Unies (www.worldwewant2015.org/Morocco2015).

PROGRAMME DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES

Le Programme des Volontaires des Nations Unies, qui est géré par le PNUD, accompagne les Agences des Nations Unies au Maroc ainsi que leurs partenaires pour promouvoir l'esprit de volontariat et la participation des jeunes.

En 2013, un réseau constitué d'organisations de la société civile, d'Agences des Nations Unies ainsi que d'institutions



publiques travaillant sur le volontariat a été créé en vue de sensibiliser d'une seule voix sur les actions d'engagement civique

entreprises au Maroc, telles que la création de clubs sociaux estudiantins, les échanges internationaux de chantiers de solidarité ou encore l'action quotidienne d'entraide au sein d'une communauté.

Quinze organisations de volontariat, représentant cinq pays de la zone arabe (Egypte, Tunisie, Yémen, Jordanie et Maroc) ont été formées en gestion du volontariat à Rabat. Elles sont désormais en mesure d'accueillir, de former, d'assurer le suivi et l'évaluation des volontaires nationaux et internationaux avec des outils adéquats ainsi que répliquer cette formation à l'échelle nationale.

Plus de 200 étudiants ont été informés et sensibilisés sur des opportunités d'action civique et de volontariat, tels que les échanges de court-terme à l'étranger, les mini-chantiers et les clubs sociaux universitaires, grâce à l'organisation



Journée internationale des volontaires 2013

participative de 25 organisations de la société civile à l'occasion de la Journée internationale des volontaires, coordonnée par le programme des Volontaires des Nations Unies au Maroc.

RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES TIRÉES DU RAPPORT SUR LES TENDANCES ET OPPORTUNITÉS SUR L'AVANCEMENT DE LA COOPÉRATION SUD-SUD AU MAROC

1. Elaborer une stratégie nationale inclusive pour la coopération Sud-Sud au Maroc
2. Mise en place d'un Forum consultatif sur la coopération Sud-Sud
3. Intégrer la stratégie définie dans l'action du gouvernement et des secteurs en tant que politique publique. Prévoir et allouer les ressources financières nécessaires.
4. Professionnaliser l'échange Sud-Sud par l'appui d'un organisme national de la coopération Sud-Sud
5. Appui des Agences des Nations Unies (mobilisation par le biais du programme des Volontaires des Nations Unies, en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères, de professionnels marocains sur des programmes de développement menés par les Agences ONU dans d'autres pays du Sud)
6. Mettre en place un système centralisé d'information Sud-Sud

LE SOMMET POUR LE BIEN SOCIAL 2013



En septembre 2013 et pour la quatrième année consécutive, le Sommet pour le bien social a réuni des dirigeants mondiaux, des pionniers de la technologie ainsi que des innovateurs locaux et s'est penché sur la manière dont les technologies numériques pour le bien social peuvent se mettre au service d'un avenir meilleur. Le PNUD Maroc a participé aux discussions planétaires à travers l'organisation d'un débat sur les nouvelles

technologies de communication à Rabat en partenariat avec le Social Media Club au Maroc et Google + ainsi que la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation-formation. Inspirée du programme de développement pour l'après-2015, la conférence a privilégié les retours d'expériences, les bonnes pratiques à l'échelle locale et globale et les écueils à éviter pour passer d'une idée innovante à sa mise en pratique.

ILS Y ÉTAIENT:

Notre partenaire et championne olympique, l'athlète Nezha Bidouane, et nos Ambassadeurs de bonne volonté, le Groupe H-Kayne faisaient partie des panellistes de la Conférence de Rabat.



La championne Nezha BIDOANE, Association Femmes, Réalisations et valeurs en compagnie d'une participante au sommet du bien social en septembre 2013.

«Ma vie a changé en 53 secondes. Le Sport peut changer la vie des gens». «Un jour, j'ai reçu, sur mon facebook la requête d'une association pour aider à la réhabilitation d'une école en milieu rural. Je suis allée voir cette école et j'ai organisé une course de sensibilisation et de mobilisation pour sa réhabilitation. Aujourd'hui, grâce à cette petite action de plaidoyer, l'école est complètement rénovée».

H-KAYNE:

« Les nouvelles technologies ont facilité notre travail. Nous avons réalisé notre album en travaillant sur internet avec notre producteur de musique qui est basé en France. C'est plus efficace, moins coûteux et moins contraignant puisque nous n'avions pas à nous déplacer. Il est clair que



Le groupe H-Kayne lors du sommet du bien social

les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont un superbe moyen pour communiquer et travailler ». « Notre facebook demeure à nos yeux un outil extraordinaire pour rester connectés à notre public ».



REPORTAGE



ZOOM SUR LE TAFILALET

Le tissu associatif, relais de développement essentiel pour la province de tafilalet

Ecoute et partage au service d'une approche optimale

Recenser, quantifier, évaluer les projets appuyés et mis en œuvre par le PNUD et ses partenaires est une nécessité qu'impose le souci de bonne gouvernance et de recherche d'efficacité. Mais tout cela ne saurait donner sa pleine mesure que lorsque derrière chaque chiffre on garde à l'esprit les femmes, les enfants, les hommes et les lieux dont le destin a été influencé positivement par la vision et l'implication d'une organisation et de celles et ceux qui la représentent sur le terrain.

Loin des grandes villes, les enjeux de la stabilité du pays se mesurent non pas en milliards mais en milliers de dirhams.

Et c'est justement sur le terrain que se mesurent les efforts déployés et que les visions élaborées se frottent à la réalité pour les enrichir et les renforcer.

Grâce à un réseau d'associations du cru qui jouent à la fois le rôle de prescripteurs et celui de relais entre le PNUD et les populations

locales, la meilleure combinaison est obtenue entre les besoins concrets et les solutions apportées.

Dans le triangle Errachidia, Erfoud, Goulmima, le PNUD, à travers le Programme Oasis du Tafilalet (P.O.T), accompagne depuis 2007 des porteurs de projets dans la lutte contre la désertification et la pauvreté ainsi que dans différents domaines connexes qui répondent à une logique alignée sur celle des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à travers le Projet d'adaptation aux changements climatiques (PACC) depuis 2009.

Mais pourquoi les oasis en particulier ?

Dès 2002, la Direction de l'aménagement du territoire sous l'égide du Ministère de l'Urbanisme et de l'aménagement du territoire, a élaboré dans le cadre du Schéma national de l'aménagement du territoire (SNAT) une stratégie de développement et d'aménagement des oasis et celles du Tafilalet en particulier, qui



La sauvegarde des oasis est une question d'intérêt national au regard de la situation critique qui marque la tendance de leur évolution



La question du genre est intégrée dans les projets du PNUD

font l'objet d'un programme spécifique depuis 2006 en tant que question d'intérêt national prioritaire au regard de la situation critique qui marque la tendance de leur évolution.

L'engagement du PNUD au Maroc qui s'inscrit depuis ses débuts dans une vision de long terme évolutive en fonction des résultats relevés et des défis rencontrés trouve logiquement sa place dans cette configuration.

L'enjeu principal est de permettre aux populations locales de pourvoir à leurs propres besoins selon les ressources disponibles en gardant à l'esprit la dimension durable qui impose sa propre méthodologie. La dimension genre est également présente ainsi que le transfert des compétences nécessaires pour permettre aux acteurs de devenir autonomes au delà de la durée du programme en tant que tel grâce au renforcement des capacités locales.

Le succès des projets du P.O.T se mesure donc de différentes manières, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté, de la mise en place de procédures de bonnes gouvernance ou encore

de mécanismes pérennes pour renforcer la résilience. Autant de voies qui se déclinent en projets concrets qui dans le cas du P.O.T. s'illustrent par la sédentarisation, voire du retour d'habitants dans les oasis, ou encore par la quantification des activités génératrices de revenus.

Aménagement d'infrastructures visant à désenclaver des villages en les reliant au réseau national routier et en les raccordant de fait au tissu économique régional et national, protection des villages contre les crues et l'érosion des sols, stations de pompage solaire qui permettent de réaliser des économies substantielles tout en respectant l'environnement, construction de laveries communautaires pour éviter la pollution des cours d'eau par les détergents tout en proposant à des femmes du cru une meilleure situation sociale, projets générateurs de revenus, comme les Plantes aromatiques et médicinales, plus rentables que l'agriculture céréalière traditionnelle, écotourisme, autant de pistes qui offrent une alternative à l'exode

"L'enjeu principal est de permettre aux populations locales de pourvoir à leurs propres besoins selon les ressources disponibles en gardant à l'esprit la dimension durable"

en faisant la promotion de la région et de la création d'activités économiques en symbiose avec les atouts et la fragilité des écosystèmes locaux.

Un écosystème fragile mais vital au cœur des préoccupations du Maroc et du Pnud.

Développement local pour pérenniser la vie locale

Les oasis du Maroc, en plus de représenter un trésor de biodiversité et de géodiversité, sont aussi le lieu de civilisations millénaires où se transmettent encore les connaissances et le savoir-faire relatifs à la vie dans un milieu fragile. Parler des oasis, c'est indéniablement parler de l'eau. Question centrale pour le maintien de la vie, mais aussi pour la réhabilitation des oasis, l'eau se trouve au cœur des préoccupations des femmes et des hommes du Tafilalet. Il est donc normal que la majorité des projets auxquels est associé le PNUD traitent de la question de la préservation de cette ressource, qu'il s'agisse de sa meilleure utilisation comme avec le goutte-à-goutte à Fezna, ou le pompage solaire à Boutenfitte

ou encore sa protection grâce aux laveries communautaires de l'association « l'eau du désert » à Taltfraout.

L'enjeu, en préservant ces oasis est de lutter contre la désertification, la précarité et l'exode qu'elle induit en proposant des alternatives raisonnées et éprouvées basées sur une transmission de connaissances et d'outils de gestion assurant une bonne gouvernance.

Valoriser les oasis par la lutte contre la désertification et contre la pauvreté ne se résume pas à la gestion de l'eau, mais porte également sur l'autonomisation des femmes à travers des coopératives de valorisation des produits du terroir (Plantes aromatiques à Ksar Tizaggarine, dattes à Aoufous etc), sur la conscience de la fragilité de l'écosystème comme le fait si bien le collège Bathae de Fezna avec son programme de sensibilisation auprès des élèves et ses plantations d'arbres, ou sur le désenclavement comme à Taltfraoute ou bien encore par la mise en place d'éclairage public solaire comme à Fezna dont les bénéficiaires sont multiples et dont le plus symbolique est le sentiment de sécurité qu'il apporte, permettant aux jeunes filles de ne pas interrompre leur scolarité.

LE TAFILALET



Situé au pied du Haut-Atlas avec un climat subdésertique, il comprend les bassins du Ziz, Ghéris et Guir.

La moyenne des précipitations n'y dépasse pas les 200 mm/an.

L'agriculture représente 90% de l'activité économique et concerne principalement les périmètres oasiens irrigués et emploie près de 60% de la population active.

Les oasis du Tafilalet sont électrifiées à plus de 96% et bénéficient à hauteur de 98% d'adduction d'eau potable. Elles concentrent 20 à 25% de la superficie nationale de palmiers.

La province d'Errachidia, région de Meknes-Tafilalet, qui s'étend sur près de 59 585 km² représente 8,44% de la superficie nationale. Elle compte 7 communes urbaines et 22 communes rurales pour un total de 560 000 habitants, soit une densité de 9,4 hab/km².





L'implication des acteurs locaux et le soutien du PNUD permettent de conjuguer les efforts à travers la mise en œuvre de projets cibles

Autant de projets, qui sans être exhaustifs, contribuent de manière tangible à raffermir le sentiment de dignité et à faciliter la vie sur place pour des personnes attachées à leurs terres et à leur héritage culturel.

Par ailleurs, la catégorisation des projets obéit à la mission fixée au PNUD dans le cadre de son mandat au Maroc en conformité avec les priorités édictées par le plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

La vigueur du tissu associatif dans le Tafilalet est certainement la clé du succès des programmes menés sur le terrain. L'implication des acteurs locaux, qu'ils soient issus du milieu associatif ou des élus, et le soutien du PNUD permettent de conjuguer les efforts au mieux à travers la mise en œuvre de projets cibles à même de susciter le changement et d'améliorer la vie de ces populations oasiennes.

Coopératives

Lors d'une réunion consacrée à la création d'une coopérative, les participantes sont sensibilisées et conscientes de l'importance

d'une bonne méthodologie afin d'atteindre les résultats escomptés. Hakima Hamdaoui, étudiante en Sciences humaines à Errachidia et secrétaire générale de la coopérative de Tizougaghine, dont l'objectif est de planter et valoriser douze espèces de plantes aromatiques et médicinales, met l'accent sur les modalités pour atteindre le but que ces femmes se sont fixées. Pour l'association Annama des femmes rurales de Ksar Tizougaghine, l'enjeu est de tirer profit d'un atout local ancestral en utilisant le savoir-faire disponible de manière optimale avec à la clé, une émancipation financière des femmes et une amélioration substantielle du quotidien de leurs familles respectives.

Pour elle, la valeur ajoutée du P.O.T réside dans la formation, l'assistance, en particulier au niveau de la présentation et de l'emballage en vue de la commercialisation. Ce projet, qui implique les femmes de Tizougaghine a également suscité l'intérêt de l'ONU Femmes qui y contribue financièrement. Les efforts consentis se traduisent donc par une amélioration notable de la condition personnelle des femmes de l'association qui vendent leurs produits à de meilleurs prix grâce aux



Le POT a permis la relance de la production agricole en éliminant les pratiques inadaptées

bonnes pratiques apprises lors des sessions de formation. Les 30 femmes/membres ont d'abord acheté un hectare en commun et commencé son exploitation. Aujourd'hui, afin de bénéficier d'aides supplémentaires et de poursuivre leur développement, elles ont décidé de se constituer en coopérative. « C'est grâce au P.O.T que nous en sommes là, ils nous soutiennent matériellement et moralement. »

Ce soutien du P.O.T se retrouve sous différentes formes dans tous les projets. Avec le recul et l'expertise dont il dispose, il est à même d'orienter les acteurs vers les meilleures pratiques qui, mises bout-à-bout, répondent au mandat de relance optimale de la production agricole et de développement local, en éliminant les pratiques inadaptées et en renforçant celles qui aident à sédentariser les habitants en leur offrant un cadre de vie et des perspectives attrayants.

Faut-il le rappeler, le mandat du PNUD s'inscrit dans le renforcement des fondements d'une société démocratique. C'est dans ce sens qu'il faut lire ses différentes interventions, autant de pièces qui constituent le puzzle de manière harmonieuse.

Développement socio-économique, réduction de la vulnérabilité et des inégalités, protection de l'environnement ou encore consolidation du développement durable et de la gouvernance démocratique sensible au genre, autant d'axes qui ne sont que les facettes complémentaires de ce mandat et qui permettent de catégoriser l'ensemble des projets engagés sous la responsabilité du PNUD.

Renforcement des capacités

La dynamique enclenchée par le PNUD se traduit, au delà des projets engagés, par une propagation par l'exemple des bonnes pratiques. Ainsi, même si Moussa Slimani, le président de la commune de Fezna ou Saïd Bamou, celui de Ferkla el Oulia n'ont pas bénéficié de formation spécifique à la bonne gouvernance ou à l'amélioration de l'efficacité des efforts, le fait de travailler régulièrement avec les équipes du PNUD leur a servi de référence pour l'amélioration de leur mode de travail au jour le jour, avec l'élaboration d'ordres du jour, de comptes-rendus ou encore le suivi de leurs actions dans le temps. Cette dimension de diffusion des bonnes pratiques est une chose essentielle car elle signifie que les échanges entre les différents acteurs ne se cantonnent pas à une exécution simple d'instructions. Dans un autre registre, à Boutenfite, où une seguia a été aménagée et où un puits a été équipé d'une **pompe solaire**, le retour positif sur cette expérience a incité Ali Lakhdar et ses trois frères, mitoyens du site, à équiper leur propre puits d'une pompe solaire. Il faut dire que l'argument est imparable. Avec des économies de 7 à 20 000 dirhams sur la facture d'électricité, il était difficile de ne pas succomber. A Boutenfite, ce sont 328 agriculteurs, répartis sur 150 hectares qui ont ouvert la voie à ce projet qui est, selon Hammou Bladi, le « rêve de tout agriculteur ». Lorsque les bonnes pratiques apportées par le PNUD commencent à se diffuser à une large échelle en dehors du périmètre d'intervention initial, ceci est un succès en droite ligne avec l'objectif de résilience qui anime chacun des projets initiés sur le terrain.

Ce qui fait la force des projets du PNUD, c'est leur dimension concrète qui se mesure par des résultats en phase avec les différents indicateurs en vigueur. Ainsi, la trajectoire de Zahar Faouzi, de l'association Salam Filahiya Tilouine à Goulmima, Commune Gheris souffi, est fort instructive. Revenu dans le Tafilalet à la mort de son père, il a repris l'exploitation familiale, qu'il gérait au gré de ses faibles connaissances et qui ne lui permettait pas de sortir de sa précarité. Depuis 2007, l'accompagnement dont il bénéficie, lui a permis d'apprendre à préparer le sol pour un meilleur rendement, l'a orienté vers les plantes aromatiques et médicinales du

fait de leur plus grande valeur commerciale et de leur adaptation aux conditions locales. « Nous avons appris à fabriquer le compost à partir des ressources disponibles localement. Cette parcelle m'a généré 13 000DH juste en semences. D'un rendement nul avant notre formation nous avons pu générer des revenus substantiels. D'ici quelques jours je vais gagner environ 2500 DH grâce à la moisson. L'an dernier nous avons planté du carthame. Avant on faisait 25 kg de céréales et environ 200 DH de paille. Sur la même parcelle nous avons récolté 20,320 kg de carthame, que nous avons vendu à 140 DH le kilo. Le rendement m'a payé mes investissements. Pour la paille nous avons gagné 900DH plus un quintal et 70 kg de graines que nous allons valoriser à travers l'extraction. »

« Le P.O.T nous a fourni les premières semences. les autorités locales nous facilitent la tâche pour la création des coopératives. Il y a plusieurs programmes, mais la méthode d'accompagnement du PNUD est quelque chose qui fait la différence. Les visites que nous recevons, que ce soit de nos interlocuteurs du P.O.T ou des médias et la visibilité que cela nous donne sont autant d'atouts en notre faveur. Lorsque je suis passé à la télé, j'ai eu des appels de ma famille et de mes amis en dehors du Maroc. Ils voulaient tous en savoir davantage. »

Les femmes ne sont pas en reste, loin de là. Atika Jorfi est une femme comblée. La trésorière de la coopérative Tawfik, l'une des 7 permanentes, travaille à plein temps au sein de la coopérative.

« C'est mon activité principale. J'ai appris beaucoup de choses. Avant je n'osais parler à personne, maintenant, je suis capable de défendre mes points de vue et mes intérêts. Sur le plan matériel aussi, ma situation s'est améliorée. Mes revenus fluctuent en fonction du calendrier des foires où nous écoupons nos produits, mais au moins par rapport à avant, j'ai un revenu. »

« Notre projet est de trouver de nouvelles terres, car nous voulons augmenter notre production. »

« Parmi les choses que nous a apportées le P.O.T, la formation bien entendu, mais aussi **l'aide à la commercialisation** grâce à des emballages adéquats et surtout les voyages



Zahar Faouzi de l'association Salam Filahiya

d'échanges auprès des autres coopératives d'autres régions, qui nous permis de mesurer les difficultés et les avantages des plantes aromatiques et médicinales. Aujourd'hui, ce sont plus de 20 femmes qui bénéficient directement de la logistique de la coopérative et qui ont donc une situation meilleure et des revenus réguliers. »

Actif sur quatre thématiques, qui correspondent à un cercle vertueux, le PNUD accompagne les associations autour de projets liés à la valorisation des ressources hydrauliques bien entendu, mais aussi aux énergies renouvelables, à la valorisation des produits du terroir et de l'écotourisme et à l'aménagement d'infrastructures en particulier lorsqu'il s'agit de désenclaver les villages. Vu sous un autre angle cet accompagnement permet de lutter contre la pauvreté tout en inculquant les réflexes de bonne gouvernance qui aident à pérenniser les fruits des efforts consentis par les populations concernées.

Changements climatiques

L'eau et les changements climatiques constituent les deux plus grandes faiblesses des oasis. Confrontées à des crues de plus en plus violentes qui mangent littéralement les berges et réduisent du même coup les terres disponibles et à l'érosion des sols, il était urgent d'agir.

C'est ainsi qu'à Goulmima, un mur de 700 mètres est en voie d'être achevé le long de l'oued Gheris pour un coût de 3,5 millions de



dirhams. Point n'est besoin d'être expert pour évaluer l'importance de ce projet. Un simple coup d'oeil sur la falaise, qui laisse voir les racines des palmiers permet de comprendre l'urgence de la situation, qui a fédéré les efforts du PNUD conjointement avec ceux de l'Office régional de mise en valeur agricole du Tafilalet et de la province d'Errachidia. La taille imposante de l'ouvrage est certes proportionnelle à son importance, mais à quelques kilomètres de là, à Boutenfite, une saguia a été réaménagée pour dompter l'eau et la canaliser au sens propre du terme. Avec son socle en béton, elle évite la déperdition d'une ressource rare. Ailleurs à Ait Lebzem, dans la commune de Ferkla al Oulia, la saguia, qui capte l'eau permet selon Said Bamou, le président de la commune, de revitaliser les oasis. « Cette eau change tout. En dehors des palmiers, les habitants ont planté des céréales pour certains ou encore ont trouvé de quoi nourrir leur cheptel pour d'autres."

« Depuis la mise en service de la saguia, certaines personnes qui avaient abandonné le ksar sont revenues pour exploiter leurs parcelles. » Le succès de cette entreprise se traduit par la demande, validée par le PNUD, d'extension des travaux à une autre portion de la saguia à l'issue d'un dialogue avec les habitants de la commune.

Pour compléter cette roue vertueuse, sans avoir pour autant épuisé le nombre de projets en cours sur la région, l'écotourisme joue un rôle multidimensionnel. Il offre des perspectives d'emploi local à des jeunes qui y gagnent un savoir-faire et une autonomisation d'une part, mais sert aussi de lien avec le reste du pays et même du monde. Ainsi, le gîte de Pauline est tenu par un couple de Français tombés amoureux de la région, qu'ils font découvrir à leurs hôtes. A el Khorbat, c'est un mini complexe touristique qui a vu le jour avec une maison d'hôtes dans une kasbah du XIXe siècle, un musée et un chemin de randonnée et de VTT sur la route de Tasbelbat d'une longueur de 7 kilomètres. La persévérance de Ahmed Ben Ammar a donné ses fruits. En plus de la promotion de la région dans les salons professionnels, il peut s'enorgueillir de préserver l'architecture traditionnelle et le patrimoine des kasbah en terre crue en sauvant une pratique séculaire de l'oubli. Le soutien du PNUD n'est jamais loin lorsqu'on parle de succès. La Clé Verte, label de l'écotourisme responsable est une charte touristique qui repose sur une approche raisonnée et professionnelle de la part des exploitants. C'est aussi et surtout un gage de satisfaction pour les visiteurs qui peuvent bénéficier d'un séjour de qualité dans des endroits préservés. A el Khorbat ou à Zouala, ce label a également incité les employés à adopter des méthodes de travail respectueuses de l'environnement.

A Zouala justement, Mohamed Oukhouya a signé un contrat avec les coopératives locales pour commercialiser leurs produits dans sa tente qui surplombe la vallée et offre un panorama unique qui ne laisse aucun touriste impassible. En bas de la vallée justement, se trouve son gîte, qui dispose également du label Clé Verte. Pour lui et pour les 8 personnes qui travaillent avec lui, le soutien en formation, en gestion de l'environnement sont autant d'atouts pour pérenniser leur activité. Grâce à cette approche de rationalisation et de préservation des ressources préconisée par le Label, il « économise jusqu'à 30% sur sa consommation en eau et 40% sur l'électricité. »

"Chaque projet abouti est une note d'optimisme dans un environnement fragile"

Les acteurs de l'écotourisme oasisien sont regroupés au sein du réseau de la Route du Majhoul qui est une véritable marque fédérant les acteurs autour de valeurs éthiques et environnementales essentielles.

Le label Clé Verte permet de recenser les besoins en outils de promotion, de commercialisation et apporte les réponses sous forme de formations spécifiques.

Dénombrer toutes les activités sur une province comme celle d'Errachidia n'est pas tâche aisée. Le fil conducteur reste le meilleur moyen d'expliquer la logique sous-jacente aux décisions mises en œuvre. Sédentariser en donnant aux habitants les moyens de subvenir à leurs besoins tout en maintenant une ouverture sur le monde extérieur. D'où l'importance du désenclavement. A quoi cela servirait-il d'investir sur les hommes et



Mohammed Oukhouya, propriétaire d'un gîte écotouristique à Zouala

sur les projets, si l'accès reste impossible ? C'est dans ce sens qu'une route a été mise aux normes. D'une simple piste boueuse par temps de pluie, impraticable sans véhicule tous-terrains, la route qui reliait la commune de Taltfraout au reste du pays était une priorité absolue. Elle bénéficie aujourd'hui à 1200 personnes et depuis sa mise en service, quelques 300 habitants sont revenus s'installer chez eux. Nul doute que cette route a pesé dans le choix de l'association « l'eau du désert » pour y installer l'une de ses laveries communautaires. En plus de préserver l'eau des saguias, elle permet à deux femmes,

employées par l'association, d'avoir un travail à plein temps et aux femmes libérées de la corvée du linge de dégager du temps pour se consacrer à des activités génératrices de revenus. Ce projet, à l'image de tous les autres est un projet intégré qui reflète une vision de développement globale.

Ce bilan qui présente de manière sommaire la valeur ajoutée du PNUD est un récapitulatif de l'histoire d'hommes et de femmes qui, conscients des enjeux, ne se contentent pas d'attendre une aide providentielle. Grâce au dialogue, à l'implication des associations, des autorités locales et du PNUD qui agit comme un chef d'orchestre, les idées sont pesées, mises en perspective et articulées logiquement pour que le résultat escompté soit optimal.

Chaque projet abouti est une note d'optimisme dans un environnement fragile, un maillon d'une chaîne où chaque acte dépend de ceux qui le précèdent et l'entourent, mais aussi un appel à poursuivre l'effort de manière inlassable mais rationnelle. La contribution du PNUD s'illustre par différentes sortes de valeur ajoutée. A côté de la formation, de l'apport d'une démarche d'assurance qualité, de la mise en œuvre de moyens ou encore du suivi, la dimension pécuniaire n'est qu'un aspect parmi d'autres de l'implication du PNUD. L'intérêt porté à des femmes et des hommes, la volonté de les accompagner, la vision et l'expertise apportées, l'implication humaine, sont les réels atouts qui font avancer les choses sur le terrain. Comme le rappelait Said Bamou, c'est la qualité de l'accompagnement qui fait la réussite des projets.

ASSOCIATION L'EAU DU DÉSERT.



Yvette Suzuki,

présidente de l'association: L'eau du désert

"Ce projet a 10 ans. Mon idée de départ était de faire un musée consacré aux khetaras et qui serve pour d'autres projets. Un jour j'ai été contacté par une jeune Marocaine des Ponts et Chaussées qui cherchait un stage de terrain. Parmi ceux que je lui ai proposés, elle a choisi celui des laveries. Nous avons commencé par une tentative qui s'est soldée par un échec parce que nous n'avions pas pris en compte tous les éléments.

A Izilf, après avoir tiré les leçons de nos erreurs, nous avons eu un impact très positif. Les femmes ne lavent plus leur linge dans les seguias. Le caïd, qui a tout de suite adhéré au projet au vu de son impact positif sur la région et sur ses habitants a joué un grand rôle en sensibilisant les femmes sur la nécessité de relever le défi. Grâce à leur activité, deux femmes ont un salaire fixe. A 30 ans Myriam a un statut social et avec l'argent qu'elle gagne elle envoie sa fille à l'école. Mina qui l'aide, a son argent de poche.

Les femmes veulent travailler. Elles ont commencé un projet de couscous, mais elles ont besoin d'être encadrées et structurées.

La valeur ajoutée du P.O.T est essentielle. Ils nous accompagnent et nous soutiennent, que ce soit sur le plan logistique ou en terme de formations, essentiellement en gestion et dans la mise en place d'une méthodologie de suivi du projet.

Je ne fais pas des laveries pour le plaisir. Je le fais pour l'humanité, pour la planète, pour l'environnement et pour les femmes."



Le projet des laveries a bénéficié de l'appui du POT en terme de formation et de logistique

COOPÉRATIVE AL WAHA. AOUFOUSS, ERRACHIDIA.



Cette coopérative de transformation de dattes permet d'utiliser les dattes de deuxième choix qui étaient au paravant perdues. Elles sont transformées en sirop, en pâte, en confiture etc.

Pour Fatima Jana, secrétaire générale de

l'association, « Avant je restais à la maison, maintenant je voyage, je vais aux foires et je suis autonome et je ne dépends de personne. Le PNUD nous aide par de la formation en gestion par exemple, nous emmène aux foires, nous rend visite et nous soutient. Nous sommes 68 femmes et 10 hommes. Chacun apporte ses dattes et repart avec les revenus de sa part. Je suis là depuis 2007. la coopérative emploie 6 personnes.

Ce qui nous reste à faire ? Nous avons besoin de matériel frigorifique, de machine à emballer sous vide et d'agrandir l'espace pour respecter les normes en consacrant chaque espace à une fonction déterminée. Nous utilisons environ 6 tonnes de dattes soit à peine le tiers de la production locale. C'est pour cela que nous souhaiterions nous agrandir.



Les membres de la coopérative Al Waha transforment les dattes en sirop, pâte et confiture

COOPÉRATIVE JNANE ERFOUD

La coopérative Jnane Erfoud est un exemple parlant de l'approche intégrée et une illustration probante de la possibilité de voir « grand ». Créée le 13 avril 2010, elle a démarré avec 34 membres et en compte 63 aujourd'hui. Son objectif d'ici la fin de l'année 2014 est d'arriver à 100 membres.

Les agriculteurs bénéficient d'un service unique. La coopérative se charge de la récolte des dattes, de leur transport vers l'unité de transformation, de leur commercialisation et reverse à chaque membre sa quote-part.

Quand on sait que chacun s'engage à fournir un minimum de 5 tonnes, la question du marché vient à l'esprit. Mais pour Abdellaoui Brahim, « nous importons des dattes, donc si la qualité de nos produits est bonne, nous devrions écouler toute notre production »

Cette coopérative qui emploie 6 personnes de manière permanente et 80 saisonniers compte bien se développer en acquérant 50 hectares pour planter des palmiers dattiers mais aussi en proposant

des produits dérivés. Outre la confiture ou le sirop qu'ils fabriquent déjà, le but est de proposer du vinaigre, du savon et de valoriser les déchets induits par leur activité.

Si le bâtiment a été financé par les membres, le PNUD a supporté 50% des équipements, sans oublier la formation, que ce soit sur les emballages justement ou sur le plan administratif.

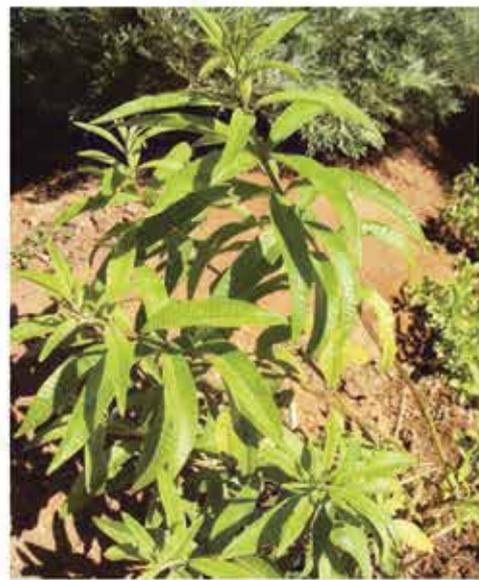
Ce projet communautaire ambitieux de s'ouvrir à un autre secteur où la production fait défaut localement : le lait, qui devrait démarrer fin 2014.

L'objectif de la coopérative est de fournir du travail pendant les 12 mois de l'année, contre 7 mois actuellement (4 mois pour la récolte et 3 mois pour la transformation et le conditionnement).

Quant au bénéfice pour les agriculteurs, il est d'abord financier certes, mais au vu des perspectives, ces derniers sont incités à prendre davantage soin de leurs arbres, de suivre des formations et d'ancrer leurs activités localement.



Abdellaoui Brahim, président de la coopérative Jnane Erfoud



Plantes aromatiques et médicinales



Produits des coopératives créées dans le cadre du POT



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme des Nations Unies pour le Développement

13, Avenue Ahmed Balafrej,
10000 Souissi Rabat - Maroc

Tél. : +212 (0) 5 37 63 30 90
Fax : +212 (0) 5 37 63 30 89

www.ma.undp.org



*Au service
des peuples
et des nations*

www.ma.undp.org